

**Lettre ouverte des membres du Parlement européen concernant les révélations de reconnaissance faciale illégale en France, à la lumière des négociations de la loi sur l'IA
(Version en anglais plus bas)**

Adressée à :

Emmanuel Macron, Président

Élisabeth Borne, Premier ministre

Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur

Bruxelles, le 30.11.2023

Monsieur le Président,
Madame le Premier ministre,
Monsieur le Ministre,

En tant que membres du Parlement européen issus de différents États membres et groupes politiques, nous souhaitons commenter la controverse française actuelle sur la reconnaissance faciale, car elle est particulièrement pertinente pour la loi sur l'IA actuellement négociée au niveau de l'UE.

La semaine dernière, Disclose a révélé que la police française utiliserait des technologies de reconnaissance faciale depuis 2015 en l'absence de tout cadre juridique, en contournant sciemment les garanties contenues dans la loi¹, et en dehors de toute procédure officielle de passation de marchés publics².

Cependant, dans le contexte de la "loi sur les jeux olympiques", qu'il a défendu devant le Parlement français³, le ministre de l'intérieur Gerald Darmanin a déclaré publiquement à deux reprises qu'il était opposé à la légalisation et à l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale par les forces de l'ordre dans les espaces publics, en raison des risques et de l'impact disproportionnés qu'elles auraient sur les libertés civiles. La police française, dont il est responsable, semble avoir une pratique complètement différente, sans contrôle et sans recours juridique. Nous nous félicitons de l'ouverture d'une enquête et espérons que tout constat d'illégalité sera traité avec plus de rigueur qu'auparavant⁴.

¹ La Directive 'LED' 2016/680 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les autorités compétentes à des fins de prévention et de détection des infractions pénales, d'enquêtes et de poursuites en la matière ou d'exécution de sanctions pénales, et à la libre circulation de ces données. Voir en particulier les Articles 27 et 28 : obligation d'analyse d'impact et de notification à la CNIL.

² <https://disclose.ngo/fr/article/la-police-nationale-utilise-illegalement-un-logiciel-israelien-de-reconnaissance-faciale>

³ Loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions

⁴ Nous notons avec inquiétude que le ministre de l'Intérieur a déjà reconnu par le passé devant le Sénat l'existence de nombreux cas d'utilisation illégale de la vidéosurveillance algorithmique, sans pour autant prendre des mesures pour y mettre fin (c'est-à-dire les signaler au procureur de la République, conformément à l'article 40 du code de procédure pénale français). <https://video.lqdn.fr/w/m7tt1cpdvc8nKA4eMumfoZ>

Sans entrer dans les détails de l'affaire, et dans l'attente des résultats de l'enquête menée par CNIL, nous pensons que cette affaire devrait servir de leçon pour les négociations en cours dans le cadre de la loi sur l'IA au niveau européen.

Si le ministre responsable de la police dans un État membre de l'UE a effectivement dissimulé l'existence de pratiques illégales d'identification biométrique à distance pendant des années, s'il a menti aux membres du Parlement et aux citoyens, ou s'il n'a pas été informé de l'utilisation de cette technologie par sa propre administration, cela montre que nous avons besoin de toute urgence d'un cadre européen directement applicable pour renforcer la protection des droits fondamentaux.

En réponse aux révélations de Disclose, le ministre de l'Intérieur a affirmé que l'identification biométrique à distance n'avait pas été utilisée. Nous notons qu'il a nié avec véhémence être en faveur de son déploiement. Nous espérons donc qu'il fera le nécessaire pour que la France soutienne la position du Parlement au Conseil.

Pour les trilogues en cours, nous appelons les autorités françaises à soutenir le Parlement européen dans sa demande d'interdiction stricte et complète de l'utilisation des technologies de surveillance biométrique dans les espaces publics accessibles⁵. En effet, la France a jusqu'à présent pris la direction opposée, réclamant avec insistance une exemption des forces de l'ordre de l'interdiction de l'identification biométrique à distance, sous réserve de garanties (article 5 de la loi sur l'IA). **Comme nous constatons que les garanties déjà en place sont contournées, nous nous attendons à ce qu'il en aille de même pour toute exception incluse dans la loi sur l'IA - c'est pourquoi nous avons besoin d'une interdiction totale.**

Nous vous appelons à défendre une interdiction ambitieuse et intransigeante de la surveillance biométrique de masse dans les espaces publics accessibles.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Madame le Premier ministre, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments distingués,

Les eurodéputés soussignés,

Brando Benifei, S&D Rapporteur pour le AI Act
Petar Vitanov, S&D Shadow pour le AI Act
Sergey Lagodinsky, Verts/ALE Shadow pour le AI Act
Kim Van Sparrentak, Verts/ALE Shadow pour le AI Act
Cornelia Ernst, GUE Shadow pour le AI Act
Kateřina Konečná, GUE Shadow pour le AI Act

Sylvie Guillaume, S&D
David Cormand, Verts/ALE
Patrick Breyer, Verts/ALE

Raphaël Glucksmann, S&D
Anne-Sophie Pelletier, GUE

⁵ <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20230609IPR96212/meps-ready-to-negotiate-first-ever-rules-for-safe-and-transparent-ai>

Gwendoline Delbos-Corfield, Verts/ALE
Aurore Lalucq, S&D
Nora Mebarek, S&D
Leila Chaibi, GUE
Michèle Rivasi, Verts/ALE
Lydie Massart, S&D
Christophe Clergeau, S&D
Pierre Larrouturou, S&D
Damien Carême, Verts/ALE
François Alfonsi, Verts/ALE
Benoit Biteau, Verts/ALE
Marie Toussaint, Verts/ALE
Claude Gruffat, Verts/ALE
Karima Delli, Verts/ALE
Mounir Satouri, Verts/ALE
Caroline Roose, Verts/ALE

Birgit Sippel, S&D
Ana Miranda, Verts/ALE
Tineke Strik, Verts/ALE
Francisco Guerreiro, Verts/ALE
Saskia Bricmont, Verts/ALE
Rosa d'Amato, Verts/ALE
Dietmar Köster, S&D
Petra Kammerevert, S&D
Mikulas Peksa, Verts/ALE
Marketa Gregorova, Verts/ALE
Mick Wallace, GUE
Clare Daly, GUE
Karen Melchior, Renew
Ivan Vilibor Sinčić, NI
Clara Ponsatí i Obiols, NI
Özlem Demirel, GUE
Élena Koundourá, The Left
Marcel Kolaja, Verts/ALE

Open letter by Members of the European Parliament regarding the revelations of illegal facial recognition in France, in the light of the AI Act negotiations

Addressed to :

Emmanuel Macron, President

Élisabeth Borne, Prime Minister

Gérald Darmanin, Minister of the Interior

Brussels, 30.11.2023

Mister President,
Madam Prime Minister,
Minister,

As Member of the European Parliament from various Member States and political groups, we would like to comment on the ongoing French controversy over facial recognition as it is of particular relevance to the AI Act currently negotiated at EU level.

Last week, Disclose revealed that the French police may have been using facial recognition technologies since 2015 in the absence of any legal framework, knowingly bypassing the safeguards contained in the Law Enforcement Directive⁶, and outside of any official public procurement procedure⁷.

However, in the context of the 'Olympic games law', which he defended in front of the French Parliament⁸, the Minister of Interior Gerald Darmanin twice publicly stated being against the legalisation and use of facial recognition technologies by law enforcement in public spaces, on the grounds of the disproportionate risks and impact it would have on civil liberties. French police forces, for which he is responsible, appear to have a completely different practice, with no controls and no legal recourse. We welcome the fact that investigations were opened, and hope that any finding of illegality will be handled more strictly than before⁹.

Without going into all the specifics of the case, and while awaiting the outcome of the investigation by the French Data Protection authority, we would argue that this case should serve as a lesson for our ongoing negotiations within the framework of the AI Act at European level.

⁶ LED, Articles 27 & 28: obligation to conduct an impact assessment and to notify the CNIL.

⁷ <https://disclose.ngo/en/article/the-french-national-police-is-unlawfully-using-an-israeli-facial-recognition-software>

⁸ Loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions

⁹ We note with concern that the Interior Minister already in the past acknowledged to the Senate the existence of numerous cases of illegal use of algorithmic behavioural videosurveillance, without accordingly taking measures to stop them (i.e. reporting them to the public prosecutor, as per Article 40 of the French Criminal Procedure Code). <https://video.lqdn.fr/w/m7tt1cpdvc8nKA4eMumfoZ>

If the Minister responsible for the police in an EU Member State effectively covered up the existence of illegal remote biometric identification practices for years, lied to both Members of Parliament and citizens, or if he was not informed about the use of this technology by his own administration, it shows that we urgently need a directly applicable European framework to strengthen the protection of fundamental rights.

In response to the Disclose revelations, the Interior Minister claimed that remote biometric identification was actually not used. We note that he vehemently denied being in favour of its deployment. We therefore hope he will do the necessary so that France supports the Parliament's position in Council.

For the current trilogues, we call on the French authorities to support the European Parliament in its call for a strict and complete ban on the use of biometric surveillance technologies in accessible public spaces¹⁰. Indeed, France has so far taken the opposite direction, vehemently pushing to exempt law enforcement agencies from the ban on remote biometric identification, subject to safeguards (Article 5 of the AI law). **Since we see that the safeguards *already* in place are being circumvented, we expect the same would happen with any exemption put forward in the AI Act – which is why we need a complete ban.**

We call upon you to defend an ambitious and uncompromising ban of biometric mass surveillance in public accessible spaces.

Yours respectfully,

The undersigned MEPs:

Brando Benifei, S&D Rapporteur on the AI Act
Petar Vitanov, S&D Shadow on the AI Act
Sergey Lagodinsky, Greens/EFA Shadow on the AI Act
Kim Van Sparrentak, Greens/EFA Shadow on the AI Act
Cornelia Ernst, Left Shadow on the AI Act
Kateřina Konečná, Left Shadow on the AI Act

Sylvie Guillaume, S&D
David Cormand, Greens/EFA
Patrick Breyer, Greens/EFA

Gwendoline Delbos-Corfield, Greens/EFA
Raphaël Glucksmann, S&D
Anne-Sophie Pelletier, The Left
Aurore Lalucq, S&D
Nora Mebarek, S&D
Leila Chaibi, The Left
Michèle Rivasi, Greens/EFA
Christophe Clergeau, S&D
Pierre Larrouturou, S&D

¹⁰ <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20230609IPR96212/meps-ready-to-negotiate-first-ever-rules-for-safe-and-transparent-ai>

Damien Carême, Greens/EFA
François Alfonsi, Greens/EFA
Benoit Biteau, Greens/EFA
Marie Toussaint, Greens/EFA
Claude Gruffat, Greens/EFA
Karima Delli, Greens/EFA
Mounir Satouri, Greens/EFA
Caroline Roose, Greens/EFA
Ana Miranda, Greens/EFA

Birgit Sippel, S&D
Tineke Strik, Greens/EFA
Francisco Guerreiro, Greens/EFA
Saskia Bricmont, Greens/EFA
Lydie Massart, S&D
Rosa d'Amato, Greens/EFA
Dietmar Köster, S&D
Petra Kammerevert, S&D
Mikulas Peksa, Greens/EFA
Marketa Gregorova, Greens/EFA
Mick Wallace, The Left
Clare Daly, The Left
Karen Melchior, Renew
Ivan Vilibor Sinčić, NI
Clara Ponsatí i Obiols, NI
Özlem Demirel, The Left
Élena Koundourá, The Left
Marcel Kolaja, Greens/EFA